

Madagascar, en bref

Redempta Mukantagara

Entraide et Fraternité

32 rue du Gouvernement Provisoire
1000 Bruxelles
02 227 66 80 | entraide@entraide.be
www.entraide.be

Conception, rédaction Redempta Mukantagara

Relecture Isabelle Franck

Mise en page Média Animation asbl

Photos Shutterstock.com, Entraide et Fraternité

Éditeur responsable

A. Simonazzi - 32 rue du Gouvernement Provisoire - 1000 Bruxelles

Avec le soutien de
LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT **.be**

 Rejoignez-nous sur la page
d'Entraide et Fraternité


ENTRAIDE &
FRATERNITÉ

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE !**

Politique

Du parti unique aux crises successives

Des décennies de mauvaise gouvernance, de tâtonnements idéologiques et de crises politiques récurrentes ont fini par déstructurer le tissu socio-économique et politique de Madagascar. L'île se retrouve actuellement parmi les pays les plus pauvres du monde après avoir été l'un des pays les plus nantis du continent africain au lendemain de son accession à l'indépendance en juin 1960. Après deux décennies de régime socialiste à parti unique, un climat démocratique s'était développé à Madagascar à partir de 1991-1992, caractérisé par le pluralisme politique et la séparation des pouvoirs. Une nouvelle Constitution, fondatrice de la troisième République malgache, avait été adoptée en 1992. Depuis lors, la transition politique s'était traduite par nombre d'avancées démocratiques, mais elle avait aussi enregistré des reculs significatifs. En 2001-2002 et en 2009, deux crises politiques ont compromis la stabilité politique du pays. Un Gouvernement d'Union Nationale de Transition a été formé en novembre 2011. Depuis 2013, Madagascar est une république à régime semi-présidentiel multipartite où le président est le chef d'État et le Premier ministre chef du gouvernement. Le chef de l'État actuel est Hery Rajaonarimampianina, élu au suffrage universel direct le 20 décembre 2013. Il devient le premier président de la 5^{ème} République de Madagascar. Basé sur les données statistiques du suivi des Objectifs du Millénaire, un plan national de développement (PND) a été adopté début 2015¹. Couvrant les années 2015-2019, il a permis la reprise des actions de développement du Programme des Nations Unies pour le Développement. Pour la première fois dans l'histoire politique récente du pays, ce plan de développement intègre des considérations de parité hommes-femmes.

Socio-économique

Un pays riche avec une population très pauvre

L'expérience de la démocratie socialiste esquissée à partir de 1972, puis confortée en 1975, est généralement vue comme la cause majeure du retard pris par l'économie. Avec le retour à l'orthodoxie financière, suite au programme d'ajustement structurel préconisé par le Fonds

monétaire international (FMI), Madagascar renoue avec la croissance à la fin des années 80, avec des taux supérieurs à celui de la population (autour de 2,8%), sauf sur la période 1991-1996 à cause de la suspension des programmes des bailleurs de fonds traditionnels. Le taux de croissance annuel moyen est de 3,5% sur la période 1988-1990 et de 4,1% sur la période 1997-1999. Les effets de la crise post-électorale de 2002 ont, à nouveau, mis à mal une économie que l'assistance des partenaires techniques et financiers avait placée sur une trajectoire ascendante. Les effets furent dévastateurs sur l'économie et la situation sociale du pays, les indicateurs de référence s'étant progressivement dégradés au point de compromettre l'atteinte de la quasi-totalité des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). L'absence de reconnaissance internationale a entraîné la suspension des aides structurelles dont la reprise fut conditionnée par le retour à l'ordre constitutionnel. D'après les chiffres officiels, 56% de la population vivent dans une extrême pauvreté et les 3/4 évoluent en-deçà du seuil de pauvreté nationale. La croissance économique enregistrée entre 2004 et 2008 ne s'est pas accompagnée de créations d'emplois. Elle était essentiellement due aux investissements étrangers, principalement dans les secteurs de l'exploitation minière, des télécommunications, de l'hôtellerie et du tourisme. Les chiffres ne sont pas véritablement significatifs dans la mesure où le taux d'emploi dans ces secteurs n'est pas proportionnel à leur valeur au sein de l'économie. Pour sa part, l'agriculture constitue le quart du produit national brut avec une faible contribution à la croissance économique, alors qu'elle emploie l'écrasante majorité de la population malgache (plus des 3/4 de la population active). Avec la crise de 2009, l'économie a connu une croissance négative. Les investissements directs étrangers ont baissé de 51%, et plus de 90% de la population active travaille dans des conditions très précaires.

Après le coup d'État en 2009, l'inflation était de 9%. Les exportations avaient baissé de 18%. Pour l'Indice de développement humain (IDH), le pays se trouvait à la 155^e place (sur 187) en 2013. La faible performance de l'économie résulte en grande partie de graves défaillances en matière de gouvernance qui se traduisent notamment dans l'insécurité et la corruption. La faible croissance économique, qui est bien en-deçà du taux démographique, a entraîné une régression no-

¹ www.economie.gov.mg/plan-national-de-developpement/

table du revenu par habitant qui est passé de 510 USD en 2008 à 448 USD en 2010 et par là-même, une aggravation de la pauvreté. Les effets induits par l'aggravation de la situation socio-économique sont affligeants : prostitution, analphabétisme (35,5% pour les +15 ans), difficultés d'accès aux soins de santé dans 60% des cas, mortalité importante des femmes enceintes, des bébés et jeunes enfants, espérance de vie de 64,72 ans (2014), etc. L'accès à l'eau potable était de 50% en 2012 (78% en ville, 35% en milieu rural) et l'accès à l'assainissement amélioré de seulement 46% (49% en ville, 27% en milieu rural).

Environnement

Un laboratoire des changements climatiques

La faune et la flore de Madagascar sont d'une richesse et d'une variété uniques au monde. Cette île est considérée par tous les scientifiques comme un sanctuaire de la nature. Vous trouverez par exemple pas moins de 7 variétés de baobabs, alors qu'il n'en existe qu'une seule dans toute l'Afrique. Les naturalistes ont répertorié à Madagascar plus de 19000 espèces végétales dont, et c'est un record mondial, plus de 1000 variétés d'orchidées. C'est là que l'on rencontre les variétés les plus diverses de lémuriers (qui pratiquement disparu du reste du monde), et les deux tiers des espèces de caméléon existantes au monde sont à Madagascar. Néanmoins il est l'un des pays d'Afrique les plus exposés aux risques de catastrophes naturelles. Cette situation risque de s'aggraver avec le processus de changement climatique. Mentionnons notamment les risques naturels dus à la saison des pluies, de novembre à mars, durant laquelle le pays subit des cyclones, de plus en plus violents avec le changement climatique, mais aussi des crues, des inondations, des éboulements et des glissements de terrain. La crise liée au changement de pouvoir en dehors des normes constitutionnelles en 2009, a permis une exploitation incontrôlée des bois précieux et la déforestation des zones protégées (on estime que du bois précieux a été exporté illicitement pour plus de 200 millions USD); sans parler des trafics d'animaux tels que les tortues ou hippocampes. Par ailleurs, le mode de vie et certaines techniques culturelles, comme les feux de brousse, contribuent fortement à la dégradation du milieu naturel et de la biodiversité. Un autre défi majeur

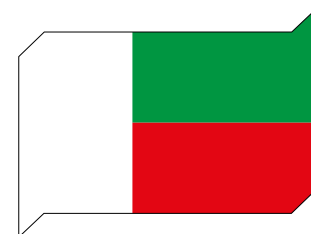
pour Madagascar est la multiplication et l'aggravation des problèmes d'environnement urbain (avec un taux de croissance de la population urbaine supérieure à 4,2%). Bénéficiant de potentialités énormes inexploitées, Madagascar doit rapidement trouver sa voie pour répondre aux besoins croissants en énergie de sa population et de son économie. Le bois de chauffe reste la principale source d'énergie.

Culture

Madagascar, le pays du *fihavanana*

Concept emblématique, le *fihavanana* est le lien qui unit les membres du groupe dans une solidarité de type parentale, marque spécifique du comportement malgache depuis les origines. C'est le fondement de la culture malgache. Le *fihavanana* véhicule l'*aina* (vie), flux vital qui part du Zanahary (Créateur) pour descendre par les *razana* (ancêtres) jusqu'à l'*olombelaona* (homme). Il unifie l'existence de chacun dans l'harmonie avec les autres et avec l'environnement. Le *fihavanana* est omniprésent dans les discours et les comportements. Ces relations sociales vécues sur le mode parental donnent une importance capitale au groupe hors duquel le Malgache se sent perdu. Toute son existence se déroule à l'intérieur des communautés successives qui le marquent de leur empreinte : la grande famille dont il est originaire, le village dans lequel il vit, le tombeau de ses ancêtres qu'il rejoindra après la mort. C'est d'ailleurs en groupe que sont célébrés les temps forts qui rythment sa vie et son développement : la naissance, la circoncision, le mariage, l'accueil des enfants, la veillée mortuaire, l'exhumation appelée communément le « retournement des morts » ou *famadihana*², une tradition malgache qui intrigue les étrangers.

Pratiqué essentiellement sur les Hautes Terres, surtout par l'ethnie Merina, le retournement des morts témoigne de la continuité de la vie, qui est au centre de la vision malgache du monde. La mort étant le lieu de passage de l'état vivant à celui d'ancêtre, les morts ne deviennent des ancêtres que s'ils sont enterrés selon les rites. Le *famadihana* constitue à la fois le gage de l'accès du défunt à l'ancestralité et la certitude que le défunt ne viendra pas perturber les vivants. Au contraire, si les ancêtres sont honorés, ils combleront les vivants de leur bénédiction : richesse, bonheur et, surtout, descendance.



² Le *famadihana* est un ensemble d'actes ritualisés : les proches sortent du tombeau familial les restes du (de la) défunte et de son linceul, nettoient les ossements et les enveloppent dans un ou plusieurs linceuls de soie neufs; après quoi, ils le célèbrent par des chants et des danses, le transportent autour de la sépulture ou le promènent jusqu'au village, puis le remettent sur sa banquette de pierre avant de rouler à nouveau la grande pierre ronde et plate qui ferme le tombeau. Par la même occasion, les os des ancêtres déposés dans le tombeau et dont les noms ont été oublié, sont réunis dans le même linceul.

Madagascar en chiffres³

Social

Indice de développement humain	155 ^e /187 pays
Population (en millions)	22,43
Pourcentage de population rurale	66
Espérance de vie à la naissance, en années	64,7 ans
Taux de mortalité infantile moins de 5 ans (Pour 1000)	56
Taux d'alphabétisation des adultes en %	64,5
Indice de développement Genre (rang)	0,917 (99 ^e /187 pays)
Accès à l'eau potable (% de la population)	50% dont 78% en ville et 35% rurale

Économie

RNB par habitant \$	440
Croissance annuelle du PIB (%)	3
Agriculture, valeur ajoutée (% du PIB)	26,4
Taux d'inflation (%)	5,5
Dettes extérieures en % du PIB	34,9
Aide publique au développement en % du PIB	4,9
Pourcentage population pauvre en fonction du seuil de pauvreté national	81,5
Satisfaction par rapport aux efforts du Gouvernement pour éradiquer la pauvreté	23

Environnement

Émission de CO ² (tonne/ hab.)	0,1
Taux d'électrification (% de la population)	17,4%
Taux de satisfaction par rapport à l'action du gouvernement pour la protection de l'environnement	36%

Madagascar données générales

Nom officiel	République de Madagascar
Capitale	Antananarivo
Villes principales	Antananarivo, Toamasina, Mahajanga, Antsiranana
Superficie	590 000 km ² , soit 19 fois la Belgique
Population	22,43 millions d'habitants
Langues officielles	Malgache (langue nationale), Français
Monnaie	Ariary
Fête nationale	26 juin (proclamation de l'indépendance en 1960)

³ACNGs belges, ACC Madagascar, septembre 2015